

Madame / Monsieur
Etat civil
Adresse

l'Officier du Ministère Public
près le tribunal de police de
Adresse figurant sur l'avis de contravention

Numéro de l'avis de contravention :

Date de l'avis :

Objet : requête en exonération (L .R.A.R)

Madame Monsieur l'Officier du Ministère Public,

Par un avis de contravention en date du, j'ai été informé qu'une infraction a été relevée à mon encontre, en raison d'un déplacement hors du domicile interdit dans une circonscription territoriale ou l'état d'urgence sanitaire est déclarée, infraction qui aurait été commise leà ...heures, a l'adresse.....

Je conteste cette infraction et je demande à en être exonérée pour les raisons suivantes :

- l'infraction relevée se fonde sur des dispositions législatives et réglementaires qui portent atteinte au principe de légalité des délits et des peines, du fait de l'imprécision des dispositions venant restreindre la liberté d'aller et de venir et le droit à mener une vie personnelle et familiale normale, suivant les articles de la DDHC de 1789, l'article 34 de la Constitution de 1958, les dispositions de la CEDH et la jurisprudence du Conseil constitutionnel,

- l'avis de contravention est irrégulier car il ne comporte pas les mentions de forme nécessaires, l'agent verbalisateur n'est pas identifié et les motifs juridiques invoqués ne sont pas suffisamment précis, le lieu n'est pas déterminé précisément, et ce, en violation des dispositions du Code de procédure pénale,

- l'avis de contravention doit se baser sur un procès verbal régulier et l'agent doit avoir constaté l'infraction. En l'absence de ces éléments, l'infraction ne pourra être constatée, conformément aux dispositions du Code de procédure pénale,

- les éléments matériels caractérisant l'infraction ne sont pas rapportés puisque :

- 1 - je me déplaçais hors de mon domicile muni d'une autorisation de sortie dérogatoire
- 2 – je ne suis pas sorti de mon domicile ce jour et cette heure, à l'adresse indiquée

- les motifs invoqués pour considérer que je suis en infraction sont erronés et non conformes au décret du 23 mars 2020. En effet, je suis sorti pour un motif autorisé, à savoir.....

Je demande donc à être exonéré de cette contravention. Je vous joins à la présente, l'avis de contravention dûment complété, daté et signé, ainsi que des justificatifs attestant de la véracité de mes propos (attestation sur l'honneur de personnes prouvant les faits, attestation de sortie de la date des faits reprochés, photos, factures, certificat médical....)

Je vous prie de recevoir mes sincères salutations.

SIGNATURE